

« Lyon 1 a un rôle de locomotive de la recherche sur le site que nous devons assumer » (Bruno Lina)

News Tank Éducation & Recherche -
Lyon - Interview n°396377 - Publié le 28/04/2025 à 17:48

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 07/05/2025 à 09:00



Bruno Lina - © Eric Le Roux

« Lyon 1 a un rôle de locomotive de la recherche sur le site, d'émulation, que nous devons assumer, parce qu'il permet aussi d'embarquer les autres établissements. Mais nous ne serons jamais un chef de file censeur », déclare [Bruno Lina](#), président de l'Université Claude Bernard Lyon 1, à News Tank, le 25/04/2025.

Elu président de l'université, le 20/03, il succède à [Frédéric Fleury](#), dont la fin du second mandat a été marquée par l'échec d'un projet d'EPE (Etablissement public expérimental) et une forme d'isolement sur le site lyonnais.

Le nouveau président entend remettre l'université dans les échanges, alors qu'un travail de structuration scientifique piloté par la Comue (Communautés d'universités et d'établissements) doit aboutir fin 2025. « Nous avons pris du retard, notre université ayant été la grande absente de cette construction en 2024. Ce qui fait qu'aujourd'hui, on ne se retrouve pas complètement dans les propositions de la Comue - qui ne sont pas définitives », dit-il.

En interne, Bruno Lina veut poursuivre le travail de restructuration, mais en repartant de zéro. « J'ai donné un mandat aux directeurs de composantes de travailler à des rapprochements. À eux de faire des propositions, et nous verrons sur quelle organisation nous atterrirons ».

Parmi ses chantiers prioritaires : les RH (Ressources humaines), pour lequel il a nommé un VP (Vice-président(e)) dédié, avec la volonté de mieux se coordonner avec les ONR (Organismes nationaux de recherche) et « d'apporter de la transparence et une lisibilité pluriannuelle », et la réussite étudiante, avec un travail à mener autour de la réorientation précoce.

Un mode de gouvernance « beaucoup plus collaboratif »

Une crise interne a marqué la fin du mandat de votre prédécesseur, Frédéric Fleury, avec l'échec de l'EPE. Puis la campagne a vu la candidature de trois personnalités à la présidence. Quelle a été votre approche pour le début de votre mandat ?

Nous nous sommes mis dans une posture de dialogue. Si les élections ont donné notre liste gagnante sans ambiguïté dans les différents conseils, nous avons aussi profité des deux mois avant la mise en place de la gouvernance, pour discuter avec les autres candidats, et voir sur quels points on se retrouvait. Des personnes de l'équipe de Gilles Rodes ont rejoint la gouvernance, car nous sommes d'accord sur de nombreux sujets. Par ailleurs, sur certains dossiers au long cours, nous avons essayé de maintenir du lien avec l'équipe précédente.

J'ai aussi installé de nouvelles vice-présidences fonctionnelles autour de thématiques qui seront des axes forts de mon mandat : les ressources humaines, la transition écologique et responsabilité sociétale, et les relations avec les partenaires hospitaliers.

Vous n'êtes pas un nouveau venu, puisque vous aviez déjà candidaté à la présidence en 2020. Comment pensez-vous incarner une forme de renouveau ?

« Les choses bougent »

D'abord dans le mode de travail. Avec mon équipe, nous travaillons ensemble depuis deux ans, ce qui nous permet d'aller vite, car on sait où on veut aller. Nous avons des retours en interne de personnes qui ont déjà l'impression que les choses bougent.

Ensuite, je souhaite travailler sur un mode beaucoup plus collaboratif, sans décisions qui tombent d'en haut. Il faut bien sûr un pilotage qui contextualise la démarche politique, mais qui s'appuie sur la communauté.

Cela passe par le dialogue social bien sûr, et de fait, depuis trois semaines, j'ai déjà reçu plusieurs fois les organisations syndicales, et nous avons eu deux CSA (Comité social d'administration). Je souhaite être à l'écoute, les désaccords existent et s'expriment, mais il n'y a pas d'affrontement.

Et avec les composantes ? Quel mode de gouvernance souhaitez-vous initier ?

J'ai réuni les directeurs de composantes récemment pour parler du projet de structuration académique du site mené avec la Comue, dans lequel nous devons nous inscrire. Mon objectif n'est pas d'imposer, mais de montrer les enjeux, puis que les composantes s'approprient le projet et fasse des propositions. Car lorsqu'on part des communautés, de leurs forces, de leurs liens avec les autres sur le site, c'est beaucoup plus solide. Notre rôle en central, c'est d'initier et piloter. C'est donc un vrai changement de posture pour tout le monde.

Souhaitez-vous aller vers une restructuration, autour de pôles, comme le prévoyait le projet d'EPE de votre prédécesseur ?

En effet, j'ai indiqué que nous ferions cette restructuration, mais en remettant les choses à plat. J'ai donné un mandat aux directeurs de composantes de travailler à des rapprochements. À eux de faire des propositions, et nous verrons sur quelle organisation nous atterrirons, qui sera peut-être différente de ce que j'ai en tête.

Plus spécifiquement sur le secteur santé, j'ai demandé au doyen de la faculté de médecine et de maïeutique Lyon Sud de transformer le CCES (Comité de coordination des études médicales) en comité de coordination des études de santé, en intégrant les autres disciplines de santé, et dans la perspective d'y faire entrer les Ifsi (Institut de formation en soins infirmiers). Il faut qu'à la rentrée 2026, ce nouveau CCES soit opérationnel.

Politique de site et relations avec les ONR

Vous avez indiqué lors de la campagne vouloir donner plus de moyens à la recherche, combien et comment ?

Je n'ai pas de chiffre précis à donner. L'idée est de renforcer les moyens humains de la direction de la recherche et des écoles doctorales, et de réorienter des moyens sur une stratégie politique, réfléchi et articulée avec le site, mais aussi propre à l'UCBL (Université Claude Bernard Lyon 1). C'est aussi comment on rend plus visibles un certain nombre de recherches pépites que nous avons ici, mais qui ne sont pas assez connues. Qui sait en France que plusieurs fois par mois se décide à Lyon où va Perseverance, le rover sur Mars ? Ou que son laser a été créé ici ? Lyon 1 a une capacité de recherche, d'innovation de très haut niveau. Il faut qu'on le fasse mieux savoir.

« Réorienter des moyens sur une stratégie politique »

Je mettrai donc des moyens, et je demanderai au MESR (Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche) de nous accompagner. Avec les nouveaux Comp (Contrat d'objectifs, de moyens et de performance), démarche que nous regardons de près, il nous demande d'avoir une gestion de risque : allons-y, mais avec l'accompagnement nécessaire et suffisant, pour que cela soit efficace, et sans que cela ne mette en péril les missions de l'université.

Vous souhaitez redéfinir les relations avec les ONR : est-ce en tant que Lyon 1 cheffe de file ?

Le site de Lyon n'est pas organisé en Idex (Initiative(s) d'excellence), cela fait que certains sujets ne se posent même pas, comme internaliser ou pas la Satt (Sociétés d'accélération du transfert de technologies), ce qu'on ne pourra jamais faire. En revanche, Lyon 1 a un rôle de locomotive de la recherche sur le site, d'émulation, que nous devons assumer, parce qu'il permet aussi d'embarquer les autres établissements. Mais

nous ne serons jamais un chef de file censeur.

Notre force de recherche nous donne aussi une disposition particulière pour discuter avec les ONR. Cette discussion est indispensable, pour articuler notre politique de site avec les politiques nationales des ONR. Cela suppose qu'avec le patron du CNRS ou de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), on se voit régulièrement pour coordonner nos forces sur un secteur ou un laboratoire que nous jugeons prioritaire.

Pas vraiment l'esprit des « key labs » du CNRS donc...

Cette proposition d'Antoine Petit ne pouvait pas fonctionner ainsi, et je pense d'ailleurs qu'il l'a bien compris. Quand une université a une stratégie de site, elle sait quels sont les laboratoires de pointe à l'instant T, mais aussi les potentiels qui le seront 20 ans plus tard, parce qu'ils comptent un ou des chercheurs brillants et précurseurs. Et ce sont eux qui ont besoin de moyens.

Sur le domaine de la santé, en quoi consiste ce modèle de « Health & Sciences Academy » que vous visez ?

Lyon bénéficie d'un écosystème en santé d'une grande qualité, qui s'incarne notamment par le projet Excellences ShapeMed pour le volet universitaire, mais aussi via les HCL (Hospices civils de Lyon), le Circ (Centre international de Recherche sur le Cancer), ou par la présence de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) Academy. Il faut renforcer cette signature. Avec le DG (Directeur(ice) général(e)) du CHU (Centre hospitalier universitaire), le président de la CME (Commission médicale d'établissement) et les doyens, nous partageons cette volonté d'être un laboratoire d'innovation des relations entre une université et son CHU, sur l'ensemble des dimensions : enseignement, recherche, innovation, international, et organisation des soins.

Au niveau de la gouvernance, cela signifie aller vers un pilotage intégré, avec des commissions et des groupes de travail copilotés par l'université et le CHU. Ils auront pour mission de faire émerger des projets d'excellence, tant sur la formation, par exemple entre sciences et santé, ou pour accompagner les médecins à l'entrepreneuriat, que la recherche en imaginant des structures préfiguratrices d'IHU (Institut hospitalo-universitaire). C'est aussi réfléchir à l'utilisation de l'IA (Intelligence artificielle) pour la santé, dans tous ses aspects, etc. Il s'agit in fine de proposer un environnement permettant d'attirer les meilleurs étudiants et talents de recherche.

La Comue présidée par Nathalie Dompnier a entrepris un travail de structuration scientifique, comment souhaitez-vous y inscrire Lyon 1 ?

Cette structuration passe par l'émergence d'instituts transverses et de réseaux de coordinations disciplinaires. Nous y sommes déjà pleinement inscrits puisque le projet ShapeMed que nous co-portons avec Lyon 2, est le premier institut transverse, et il sert de modèle préfigurateur pour les autres.

En revanche, nous avons aussi pris du retard, notre université ayant été la grande absente de cette construction en 2024. Ce qui fait qu'aujourd'hui, on ne se retrouve pas complètement dans les propositions de la Comue - qui ne sont pas définitives. Il y a notamment un manque d'articulation avec le projet Graduate +, labellisé SFRI (Structuration de la formation par la recherche dans les initiatives d'excellence), qui réunit Lyon 1, Lyon 3, l'UJM (Université Jean-Monnet Saint-Étienne) et l'ENS (École normale supérieure) de Lyon. C'est pourtant un projet structurant pour le site, et doté de 13 M€, donc il faudra qu'il s'inscrive dans cette structuration, d'une manière ou d'une autre.

Quel avenir voyez-vous pour la Comue, sachant que l'État veut faire disparaître peu à peu ces objets ?

« La Comue est un peu l'ONU »

La Comue est un espace indispensable de structuration pour le site Lyon Saint-Étienne. C'est le seul endroit où chaque semaine, ses membres se rencontrent, se parlent, et construisent des projets qui peuvent être très intégratifs. C'est un levier intéressant. Mais telle qu'elle est aujourd'hui, la Comue est un peu l'ONU (Organisation des Nations Unies), elle n'a que les moyens que lui confient ses membres. Et au bout

du compte, la question c'est jusqu'où on accepte de donner un leadership à la Comue pour structurer le site.

Sa vision globale lui donne toute légitimité pour élaborer cette structuration scientifique, mais une fois que ce travail de cartographie sera terminé, il faudra bien qu'elle se tourne de nouveau vers ses membres pour le pilotage, dont elle n'a pas les moyens. Lyon 1 a donc son rôle à jouer, et doit prendre toute sa place, mais seulement sa place. Après nous allons devoir faire la démonstration à l'État que cela fonctionne.

Que vous demande le SGPI (Secrétariat général pour l'investissement) ?

Il nous a donné un an pour montrer que nous pouvions répliquer le modèle de ShapeMed. Le jury reviendra pour regarder les résultats organisationnels. Si ce n'est pas le cas, il arrêtera le financement Excellences. Nous sommes confiants, car parmi les instituts transverses, cinq peuvent démarrer rapidement en s'appuyant sur le SFRI Graduate + ou des EUR (École universitaire de recherche), mais aussi des Labex (Laboratoire d'Excellence) dont certains sont prolongés jusqu'en 2028, avec une rallonge de 500 k€.

Il faut un projet lisible et qui réussit à embarquer tout le monde, ce qui n'est pas encore le cas. Il y a encore un travail à effectuer pour adapter le document cadre qui n'est pas définitif. Tout le monde a envie d'y arriver.

Priorités autour des RH et de la réussite des étudiants

Vous avez indiqué avoir créé une vice-présidence dédiée aux RH. Quelle est sa feuille de route ?

Nous voulons apporter de la transparence dans la gestion RH et une lisibilité pluriannuelle, qui manquait dans l'équipe précédente. Nos campagnes de recrutement seront ainsi, alignées sur les campagnes nationales, et ne seront pas déterminées en fonction de viviers.

Le VP aura pour mission, avec l'appui de trois VP délégués (un chargé des personnels Biats (Bibliothèques, Ingénieurs, Administratifs, Techniciens, Social, Santé), un des E-C (enseignant(s)-chercheur(s)), et un des enseignants) de définir des trajectoires pluriannuelles pour les recrutements. Cette démarche doit aussi embarquer les ONR. En effet, nous souhaitons plusieurs fois par an, avoir un dialogue avec les directeurs d'unités et de composantes et les ONR pour faire cette projection. Si à un moment, le CNRS nous dit « on veut renforcer telle filière », et que c'est cohérent avec notre stratégie, alors on accompagne, on fait levier, et réciproquement.



Aligner les campagnes de recrutement sur les campagnes nationales »

Ensuite, il y a la gestion RH au quotidien, et notamment la politique indemnitaire, que ce soit la C3 (Composante individuelle du Ripec sous la forme d'une prime dont les agents doivent faire la demande et qui est liée à la qualité des activités et à l'engagement professionnel des agents) du Ripec (Régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs) ou des primes additionnelles, ou le repyramidage. L'objectif du VP est de faire le bilan de ce qui existe, et de définir une trajectoire dans le cadre d'un dialogue social, avec une approche transparente. Notre équipe compte aussi une VP déléguée en charge de la QVT (Qualité de vie au travail).

Comment améliorer la réussite des étudiants ?

Il y a un travail de fond à mener sur l'offre, avec de nouvelles formations à imaginer, en lien avec nos partenaires industriels. Nous voulons aussi montrer à quel point nos formations sont de haut niveau, avec une sorte de label Lyon 1 qui dit la valeur du diplôme. Nous voulons multiplier les cursus mixtes entre santé et sciences, car on sait que c'est facteur d'innovation.

Ensuite, il y a une minirévolution que nous voulons mener autour de la réorientation précoce. La réussite en L1 (Licence 1) n'est pas très bonne, on se rend compte que pas mal d'étudiants se sentent très vite perdus et réalisent qu'ils ne sont pas dans la bonne filière. Cela demande de travailler l'amont avec les lycées et collèges pour mieux expliquer les formations, et faire en sorte que les lycéens soient plus avertis. Et malgré tout, si les étudiants en L1 se rendent compte au bout de quelques semaines qu'il y a une autre filière qui leur conviendrait mieux, on veut leur permettre d'y accéder, à condition qu'il y ait de la place. Cela se fera au cas par cas, car il ne s'agit pas de court-circuiter Parcoursup.

Cela s'accompagnera d'un développement de services en faveur de la réussite : guichet unique pour les étudiants, mais aussi des outils numériques comme une application mobile.

Vous n'avez pas encore annoncé de « plan » ou mesures pour l'accueil de chercheurs venant des États-Unis, à l'instar d'autres universités membres d'Udice (Association réunissant les universités labellisées Idex) (AMU (Aix-Marseille Université), PSL (Paris Sciences & Lettres), Unica (Université Côte d'Azur) ...). Est-ce quelque chose que vous envisagez ?

Nous avons demandé à nos directeurs d'unités dans les champs d'excellence, s'ils avaient repéré des interlocuteurs en difficulté aux US, afin de dresser une sorte d'inventaire. Nous en sommes à une quinzaine de personnes. L'idée serait qu'avec l'accompagnement du MESR, on puisse proposer des packages d'accueil temporaires, afin de faire venir, non pas une personne, mais deux : un profil senior et un profil junior - ce dernier ayant plus vocation à rester. Cela nous semble plus propice à l'acceptabilité de la communauté. Ensuite, il y a une discussion à avoir au niveau européen dans le cadre de notre alliance Arqus.



Bruno Lina

Président @ Université Claude Bernard - Lyon 1

PU-PH @ Université Claude Bernard - Lyon 1

Parcours

Depuis mars 2025

[Université Claude Bernard - Lyon 1](#)

Président

Depuis 2002

[Université Claude Bernard - Lyon 1](#)

PU-PH

Septembre 2024 - mars 2025

Biocluster BCF2I

Président

1999 - mars 2025

Centre national de référence des virus respiratoires

Directeur

2020 - décembre 2024

[Université Claude Bernard - Lyon 1](#)

Membre du CA

Septembre 2022 - septembre 2024

Covars

Membre du bureau

Mars 2020 - juillet 2022

Conseil scientifique Covid-19

Membre

2017 - 2020

[Université Claude Bernard - Lyon 1](#)

Chargé de mission santé

1994 - 2002

[Université Claude Bernard - Lyon 1](#)

MCU-PH

-

Établissement & diplôme

N.c. - 1998

[Université Claude Bernard - Lyon 1](#)

HDR

N.c. - 1996

[Université Claude Bernard - Lyon 1](#)

Doctorat en virologie

Fiche n° 48271, créée le 11/01/2023 à 17:31 - Màj le 28/04/2025 à 11:58



Université Claude Bernard - Lyon 1

L'université Claude Bernard - Lyon 1 a été créée à partir des facultés de sciences et de médecine de l'ancienne université de Lyon.

Catégorie : Universités

Adresse du siège

Agence comptable
43 Boulevard du 11 novembre 1918
69628 Villeurbanne Cedex France

Général

Date de création

1971

Statut

EPCSCP (Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel)

Tutelles

Ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche

Implantations (dont siège)	Lyon (siège), Villeurbanne, Roanne, Saint-Etienne, Bourg-en-Bresse
Missions et spécialités	Sciences et technologies, santé et sport
Composantes	Faculté des Sciences et Technologies Institut de Science Financière et d'Assurances (ISFA) Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education (ESPE) Institut Universitaire de Technologie Lyon 1 Polytech Lyon Observatoire de Lyon UFR des Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (UFR STAPS) Département de formation et centre de recherche en Biologie Humaine Faculté de Médecine Lyon Est Faculté de Médecine et de Maïeutique Lyon Sud - Charles Mérieux Institut des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques (ISPB) Faculté d'Odontologie Institut des Sciences et Techniques de Réadaptation (ISTR)
Regroupement d'appartenance	Université de Lyon
Présidence	Président : Bruno Lina (élu le 20/03/2024)

Effectifs étudiants

2006-07	32 191
2007-08	32 913
2008-09	36 483
2009-10	37 992
2010-11	35 589
2011-12	35 911
2012-13	36 761
2013-14	37 198
2014-15	37 171
2015-16	37 968
2016-17	37 959
2017-18	38 991
2018-19	39 425
2019-20	48 830
2020-21	50 925

Source(s) : Open Data Esri

Effectifs de doctorants contractuels

2021-22	554
2020-21	591
2019-20	560
2018-19	305
2017-18	429
2016-17	419
2015-16	375
2014-15	384
2013-14	327
2012-13	363

Source(s) : Open Data Mesri

Effectifs E-C titulaires

2021-22	1 401
2020-21	1 411
2019-20	1 417
2018-19	1 423
2017-18	1 422
2016-17	1 410
2015-16	1 419
2014-15	1 428
2013-14	1 419
2012-13	1 411
2011-12	1 406
2010-11	1 411

Source(s) : Open Data Mesri

Maîtres de conférences et professeurs des universités exclusivement.

Produits encaissables (M€)

Budget initial 2023	421,7 M€
2022	411,3 M€

2021	396,2 M€
2020	380,5 M€
2019	380,7 M€
2018	382,5 M€
2017	374,7 M€
2016	354,5 M€
2015	358 M€
2014	372,6 M€
2013	368,9 M€
2012	361,8 M€

Source(s) : Open data MESR

Les produits encaissables correspondent aux produits de fonctionnement de l'exercice qui se traduisent par un encaissement (à différencier des produits sans flux de trésorerie). Ils comprennent essentiellement la subvention pour charges de service public et les ressources propres.

Dépenses de personnel (M€)

Budget initial 2023	332,3 M€
2022	316,1 M€
2021	304,0 M€
2020	300,7 M€
2019	296,1 M€
2018	291,8 M€
2017	286,0 M€
2016	278,1 M€
2015	278,3 M€
2014	275,8 M€
2013	274,0 M€
2012	266,9 M€
2011	260,6 M€
2010	256,8 M€

Source(s) : Open data MESR

Fonds de roulement (en jours)

Budget initial 2023	222,5
2022	68,6
2021	88,9
2020	87,3
2019	86,2
2018	72,4
2017	72,4
2016	67,0
2015	57,0
2014	52,6
2013	43,6
2012	48,8
2011	48,4
2010	42,0

Source(s) : Open data MESR

Fonds de roulement en jours de charges décaissables

Résultats PIA

Excellences	Vague 2 (2022) : 28,1M€
AMI Demoes (2021)	Projet Include : 7M€
ASDESR (2023)	Projet ABILITY : 5,3M€

Fiche n° 2198, créée le 20/06/2014 à 04:49 - Màj le 28/04/2025 à 11:59